

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 98 - VENDREDI 11 MARS 2010

LE MERLE MOQUEUR

A l'annonce que les entreprises du CAC40 ont engrangé 82 milliards de bénéfices en 2010, Jean-Claude Trichet de la BCE est immédiatement monté au créneau : « augmenter les salaires, la dernière bêtise à faire! » A ce compte-là, on se demande bien qu'elle serait la première bêtise à faire. ●

AGENDA MILITANT

→ 12 Mars

Asnières [Claire Villiers, nos rêves, nos combats](#)

→ 12 Mars

Saint-Denis [Collectif d'animation ACU](#)

→ 15 Mars

Paris ... « [Performance, compétitivité, qualité](#) » [Du management comme technologie politique](#) »

→ 17 Mars

Rennes [Droit à l'avortement, paroles de Rennaises et de Rennais](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ **Chères banques**

- PH. Stierlin [Crise du système bancaire](#)
- Fred Bouviolle [Impôt- Crédit](#)

→ **Travail**

- P. Baunay [Autour du travail enseignant](#)

→ **Débats**

- Chr. Dedryver [Respecter la décision de chacun](#)
- J. Lorand [Euthanasie non merci!](#)
J. Fraysse [Recherche et embryon](#)

→ **Débats**

- Révolutions [arabes, Palestine, Islande](#)

Saisir tout le moment

Les débats - y compris dans les médias - sont pleins de la défiance envers les institutions et le monde politique. Le comportement de ministres lors des révolutions du monde arabe, soit pour minimiser le caractère dictatorial des gouvernants soit pour proposer du « savoir faire » en matière de répression, est comme la goutte d'eau qui fait déborder un vase qui ne cesse de se remplir depuis des années. Les refus de vote aux différentes élections l'annonçaient déjà. Le remaniement ministériel en a rajouté : on prend les mêmes et on recommence. Quant au PS, la désillusion fait que l'envie de se débarrasser de Sarkozy ne pousse pas à se passionner pour 2012. La colère est là et quelque chose de la normalité du capitalisme se délite. On croit de moins en moins à sa régulation. Il y a de quoi applaudir à une telle évolution. A condition de ne pas en rester là. Du fait même de cette avancée idéologique, un nouveau problème apparaît : le Capital a du mal à maintenir l'efficacité de son appareillage politique et les forces alternatives ne sont pas prêtes à dégager une solution. La bourgeoisie est suffisamment flexible pour tout récupérer tant qu'elle n'est pas directement mise en cause.

Situés entre ce qui ne peut plus et ce qui n'est pas encore, deux faits que je me garderais bien de mettre sur le même plan, sont à analyser. Martine Aubry vient de sortir un livre auquel ont contribué cinquante chercheurs. Elle cherche à apparaître en phase avec la société civile. Elle évoque dans *Le Monde* la nécessité de prendre en compte les individus - fort bien - mais à ce titre, elle semble oublier la nécessité de solutions nationales et solidaires. Sur un tout autre plan, la fille de Le Pen surfe sur ce discrédit des institutions et du personnel politique. Elle prétend s'emparer du social, poussant les feux jusqu'à évoquer les marchés financiers. Elle tente d'incarner une nouvelle réponse capitaliste.

L'issue nécessite de se colleter à la question du pouvoir des « gens du commun » et donc de la propriété. Dans l'affaire du *médiateur*, le *conflit d'intérêt* n'est pas d'abord dans les organes de surveillance ; il est entre le rendement des actions et la santé publique. Je crains que la peur de l'étatisation et le souvenir de l'URSS rendent parfois trop timides.

Dénoncer l'exploitation ne se limite pas au seul travail. Tous les rapports sociaux sont faussés. S'attaquer aux rapports d'exploitation est le moyen de l'unité de tous les dominés et de donner plus de force au combat contre les divisions racistes. D'où le besoin de préciser ce que nous entendons par propriété et appropriation sociales. Cela devrait imprégner toute prétention au rassemblement et aider à dépasser la dissociation du social et du politique.

● PIERRE ZARKA

La fin de l'histoire n'aura pas lieu

Ce que les révolutions arabes nous disent.

Au-delà des différences, de la complexité et des contradictions des soulèvements populaires, les révolutions arabes rouvrent, en temps réel, sous nos yeux de citoyens téléspectateurs et internautes, l'espoir que le monde puisse être demain autre chose que ce qu'il est : une jungle économique indifférente au sort du plus grand nombre ; un espace promis à la « *guerre des civilisations* », dont les victimes ne sont ni les agences de notation ni les patrons du CAC 40. Certes, les incertitudes sur l'avenir et la profondeur des transformations initiées sont incontestables ; mais le capitalisme se trouve démasqué par l'irruption populaire.

LA PEUR CHANGE DE CAMP

D'abord, les despotes peuvent trembler. Le message populaire est qu'aucun n'est désormais à l'abri de l'exigence de justice et de démocratie. Ainsi les régimes les plus policiers semblent - à tort ou à raison - des géants aux pieds d'argile. Alain Gresh rappelle qu'en mai 1998, déjà, la révolution indonésienne avait souligné qu'« *aucune dictature n'est éternelle, même quand elle sévit dans le plus peuplé des pays musulmans* »(1). Mais cette fois une autre dimension intervient : le mouvement n'est pas circonscrit à un Etat, un peuple ou une nation. Il embrasse plusieurs pays, même si les conditions en sont différentes dans chacun. Il diffuse mondialement, sans qu'on puisse savoir ce que l'onde de choc peut

devenir à moyen terme, y compris en Europe. Et c'est ainsi que la jeunesse de nombreux pays se trouve concernée par les questions du changement, du développement économique et social.

A l'échelle mondiale, les dirigeants politiques vont désormais se trouver simultanément confrontés à la question démocratique et la question sociale. Soulignons que cette simultanéité constitue une chance extraordinaire pour les partisans de l'émancipation car, par effet miroir par rapport à la dérive antidémocratique de régimes favorables au

Les révolutions arabes rouvrent, en temps réel, l'espoir que le monde puisse être demain autre chose que ce qu'il est : une jungle économique et un espace promis à la « guerre des civilisations ».

libéralisme économique, s'ouvre un espace politique pour unifier aux yeux de tous exigences de dépassement du capitalisme et avancées démocratiques.

Ensuite, les amis occidentaux des despotes sont démasqués et eux aussi peuvent trembler. Ce n'est pas seulement, comme le dit Edgar Morin, que « *Les derniers événements de Tunisie ou d'Egypte, par exemple, brisent la sorte*

de peur et de réticence qu'on avait ici en disant : 'Dans tous ces pays arabes, la seule alternative c'est une dictature militaro-policière ou bien une théocratie islamiste' »(2). Le « *on avait ici* » ne situe pas clairement les responsabilités. Le nouveau, c'est que tout le monde comprend que les libéraux ont accepté des décennies de dictature avec comme contreparties d'énormes avantages commerciaux et financiers, sans parler de la corruption manifeste de ministres et autres dirigeants de premier plan. Plus personne ne doute que les partis de gouvernements et les gouvernements qui leur sont liés ont accepté depuis des années que la lutte contre l'intégrisme soit le paravent du maintien de l'ordre économique mondial. L'asservissement répressif est manifestement au service de l'exploitation économique et du maintien dans le sous-développement.

Ce ne sont pas seulement de vagues représentations mentales qui se trouvent écornées : la lumière sur le cynisme en cours au sommet des Etats « démocratiques » est particulièrement crue, révélant aussi l'ampleur des manipulations politiques et médiatiques dans la France des droits de l'homme et dans toutes les démocraties occidentales. Certes, les partisans de l'émancipation savent depuis longtemps ce qu'il en est des images pieuses de la République en général, et de la Françafrique en particulier. Mais que tel ou tel peuple lève le voile d'hypocrisie devant tous les autres, notamment devant les jeunes ●●●

(1) *Le Monde Diplomatique*, Ce que change le réveil arabe, Alain Gresh, mars 2011.

(2) *L'Humanité*, Edgar Morin - La voie de la métamorphose, entretien, 1^{er} mars 2011.

●●● générations, donne à la réalité une autre consistance.

Cela conduit Alain Grech à souligner les questions posées à l'Union européenne, compromise avec les dictatures de Ben Ali et Moubarak aussi bien qu'avec le pouvoir israélien, hostile à toute paix avec les Palestiniens : « *osera-t-elle tenir enfin compte de la 'rue arabe', qui, miracle, n'est pas composée de barbus fanatiques et de femmes en burqa ? Ou peut-être faudra-t-il, comme y invite l'intellectuel libanais Georges Corn, que la société civile du Nord prenne exemple sur cette 'rue arabe', 'qu'elle élève à son tour le niveau de contestation de la redoutable oligarchie néolibérale (...)* ». Nous connaissons bien sûr la réponse.

RÉHABILITATION DU PEUPLE

Autre révélation de cette période, comme l'écrit Alain Grech, « *en quelques semaines, le mythe de la passivité des peuples arabes, de leur inaptitude à la démocratie, a volé en éclat* ». De plus, « *Pour la première fois depuis les années 1970, on ne peut plus analyser la géopolitique de la région sans prendre en compte, au moins partiellement, les aspirations de peuples et de pays redevenus acteurs de leur destin* ». Cela va au-delà du constat que les peuples peuvent braver la peur et la répression pour manifester, en associant au moins deux éléments. Le premier est la mobilisation de la diversité du peuple pour des objectifs qui transcendent les enjeux religieux et les questions communautaires. Contre l'idée que les intérêts des dominés sont si différents voire contradictoires que des alliances entre les (anciens) perdants sont impossibles, s'associer dans la diversité ; manifester donc ce qu'il y a de commun et dire que ce commun est plus important que ce qui divise.

Le second élément est qu'au-delà de manifester pour exprimer des « aspirations », ou jouer un rôle de contre-pouvoir, par exemple en se satisfaisant de la défense des intérêts immédiats des personnes, le peuple peut mettre fin à un régime politique : non seulement chasser le despote, ce qui est déjà beaucoup, mais aussi casser les appareils politiques qui en ont servi le pouvoir, mettre à bas les institutions qui ont été l'instrument de

sa domination pour les remplacer par de nouvelles. On a ainsi vu des Tunisiens travailler très concrètement à la re-création d'espaces de délibération et de droit, destinés à assurer immédiatement les fonctions nécessaires à la continuité de la vie en société, en même temps que préparer la convocation d'une Constituante.

LES ARABES ET NOUS

Les soulèvements populaires en cours devraient conduire à changer notre rapport au monde arabe et, entre autres, aux musulmans. Avec Edgard Morin, on peut dire : « *Ces événements montrent que les Arabes sont comme nous et que nous sommes comme les Arabes : nous avons les mêmes aspirations fondamentales* ». Cela montre la communauté de destin de tous les êtres humains et conduit à assumer une filiation avec l'internationalisme. Cependant, comment y adjoindre la prise en compte des « *réalités et différences des cultures particulières* » qu'il évoque ?

Les dirigeants politiques vont désormais se trouver simultanément confrontés à la question démocratique et à la question sociale. Un espace politique s'ouvre pour unifier exigence de dépassement du capitalisme et avancées démocratiques.

Au lieu de s'arrêter aux idées que le monde de demain sera multipolaire ou de traiter – comme on peut – des « flux migratoires », il s'agit d'accepter, au sens fort du verbe accepter, que nous vivons – si nous ne vivons pas déjà, car la société semble aller plus vite que les idées véhiculées sur elle ! – dans une société multiculturelle. Une société multiculturelle, et non seulement d'une société-collation d'une multitude d'individus ou de cohabitation séparée des cultures. Cela veut dire faire le deuil d'une société française qui n'existe plus : celle ●●●

L'UMP À CONTRE-HISTOIRE

Ces dernières années, le président directeur général de la France et son parti ont usé, amalgamé et nourri tant qu'ils ont pu la peur des Arabes et celle de l'intégrisme, ainsi que l'islamophobie, successivement à travers les faux-débats sur l'identité nationale, la construction de mosquées (et de minarets), le port du voile et de la Burqa, les prières de rue plus récemment. Il s'est agi dans la dernière période de tenter de retrouver un électorat considéré comme récupérable, pour réserver un socle électoral indispensable à une éventuelle réélection de Sarkozy. Car son problème aujourd'hui n'est plus d'abord de gagner au second tour mais de réussir le premier. On connaît le résultat de ces stratégies sorties des cerveaux de la crème technocratique du pays : Nicoléon a mobilisé... en faveur du Front national.

Cependant, les révolutions arabes renvoient une telle orientation au rang de piteuse instrumentalisation politicienne, dangereuse, dressant les populations les unes contre les autres, alors que les soulèvements populaires en Tunisie, en Egypte et en Lybie sont chaque fois des démonstrations d'unité dans le pluralisme, d'intelligence et de courage. A force de s'être aligné sur la croyance en la fameuse « *fin de l'histoire* » annoncée par Francis Fukuyama* et les idéologues libéraux, les politiques de droite ont pris peut-être le risque existentiel d'être en dehors, ou contre, l'histoire qui s'écrit.

A l'heure où ces lignes sont écrites, on voyait réapparaître le bouffon du roi, Bernard Henri Lévy, félicitant Sarkozy de son lâchage de l'ami Kadhafi. En Méditerranée, il faut beaucoup ramer pour avancer ! **G.A.**

* Dans *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, publié en 1992, le philosophe et économiste défendait l'idée que la progression de l'histoire humaine touche à sa fin avec le consensus sur la démocratie libérale. Lire : http://fr.wikipedia.org/wiki/Francis_Fukuyama

●●● qui ne voulait entendre parler que de la seule (vrai-fausse) intégration des populations immigrées. Soyons plus direct et un peu provocateur : les étrangers en France qui ne viennent plus fabriquer nos biens de consommation à notre place mais partager réellement un destin commun (et non son fantasme). Il va bien falloir faire avec d'autres cultures.

L'INCONTOURNABLE QUESTION PALESTINIENNE

Reste, enfin, une question internationale, qu'il sera de plus en plus difficile à Israël et à ses alliés de réduire à un enjeu de géopolitique régionale et de police : qu'advient-il dans la prochaine période de la question palestinienne ? Elle met aux prises les aspirations d'un peuple acteur de son destin – comme les

peuples tunisien, égyptien, libyen.... -, mais réprimé, humilié, bafoué depuis des

Au lieu de s'arrêter à l'idée que le monde de demain sera multipolaire ou de traiter des « flux migratoires », il s'agit d'accepter que nous vivons – si nous ne vivons pas déjà ! – dans une société multiculturelle.

décennies, et cela aux yeux de tous ? Sera-t-il tenable pour les institutions in-

ternationales, pour les Etats-Unis, de maintenir leur soutien à un Etat criminel ? Les amalgames et l'instrumentalisation de l'accusation d'antisémitisme de la part du camp pro-Israéliens vont-ils enfin être délégitimés ? Il est en tous cas difficilement contestable que la guerre aux Palestiniens perd de la légitimité lorsque des peuples font s'effondrer des régimes répressifs.

Pour les partisans de l'émancipation, il ne s'agit certes pas d'importer les révolutions tunisienne ou égyptienne. Mais qui peut douter, au pays de la Révolution française, où nous avons en tête combien celle-ci a servi pour l'émancipation dans le monde entier, qu'il y a beaucoup à apprendre du printemps arabe ?

● GILLES ALFONSI

Vous avez dit « Révolution » ?

Interrogé par *l'Humanité* sur le mot révolution, Edgar Morin a cette réponse : « *Maintenant, la révolution ? J'ai abandonné ce terme parce qu'il a été trop connoté par l'idée de violence et par celle qu'il suffisait d'une transformation socio-économique, d'éradiquer la classe exploiteuse. Les exemples que nous voyons aujourd'hui en Afrique du Nord montrent que quand des révolutions se font, elles se font dans des mouvements pacifiques. Ceux qui font couler le sang sont ceux qui répriment, et pas les révolutionnaires* » (il complète un peu plus loin cependant, que dans des « *cas extrêmes, évidemment* », la violence « *peut se justifier* »). N'y a-t-il pas une contradiction entre l'abandon du terme, qu'il évoque comme un choix passé, et son usage aujourd'hui à propos des événements en Tunisie et en Egypte ? Cela interroge sur un argument en faveur de l'abandon de mots cruciaux comme « révolution », « socialisme » ou « communisme ».

Leur usage à propos de mouvements ou de régimes criminels en condamnerait l'usage à jamais ? Sur ce point, questionné sur l'affirmation de Bertinotti selon laquelle le mot communisme serait devenu « *imprononçable* », le philosophe et historien italien Domenico Losurdo* rap-

pelle que le parti qui a défendu jusqu'au bout l'institution de l'esclavage des Noirs aux Etats-Unis s'appelait le parti démocrate : « *Devrions-nous conclure que 'démocratie' est un terme imprononçable ?* ». Et de rappeler, entre autres

Ne doit-on pas se réjouir bruyamment que l'idée de révolution vienne d'être réhabilitée cette fois non par un pamphlet philosophique mais par l'irruption du peuple, c'est-à-dire par l'action révolutionnaire elle-même ?

exemples, que le parti d'Hitler s'appelait Parti national socialiste des ouvriers allemands, et que Hitler comme Mussolini « *prétendaient être les promoteurs et les protagonistes d'une révolution* ». Bref : « *aucun mot ne peut exhiber le statut de la pureté* ». On se souvient au passage du combat autour du mot révolution en 1989, lors du bicentenaire de la Révolu-

tion française, assimilée par les promoteurs de la fin de l'histoire à une période criminelle.

Un autre point concerne le risque d'un usage « galvaudé », car banalisé, de certains mots. En définitive, certains s'offusquent que le mot révolution ait été largement utilisé par les médias ces dernières semaines (dont on note au passage que beaucoup travaillent maintenant à lui substituer les termes de révolte et de guerre civile). Mais faut-il que la révolution soit un terme réservé à la révolution que nous rêvons, à la fois démocratique, sociale et écologique... et la fois propre et jolie ? Ne doit-on pas au contraire se réjouir bruyamment que l'idée même de révolution vienne d'être réhabilitée cette fois non par un pamphlet philosophique mais par l'irruption du peuple, c'est-à-dire par l'action révolutionnaire elle-même ? Demain, à condition que les partisans de l'émancipation ne le mettent pas à la poubelle, ce pourrait-il que ce soit au tour du mot communisme d'être régénéré dans et par l'action émancipatrice ?

● GILLES ALFONSI

* Lire : http://fr.wikipedia.org/wiki/Domenico_Losurdo

« LE JEU DU FRONT NATIONAL »

Ministres et politiciens de droite et de gauche se succèdent pour le dire : il ne faudrait pas « faire le jeu du Front national ». Ce n'est pas toujours de la même chose qu'ils parlent, et pourtant, c'est toujours de la même chose.

Parfois, surtout à droite, mais aussi à gauche, l'idée est la suivante : reculer devant les « nécessaires » débats sur l'Islam (ou sur l'immigration, ou sur l'insécurité...) laisserait audit Front national le terrain libre sur ces questions « qui préoccupent les Français ». Parfois, surtout à gauche, mais aussi à droite, elle est l'idée contraire : lancer ces faux débats favoriserait ce même Front national en lui donnant l'opportunité de développer ses thèses, en surfant sur le fait qu'il s'agit là de problèmes « qui préoccupent les Français ». Il y aurait ainsi deux manières symétriques de favoriser le parti de Marine Le Pen : parler des « problèmes » de l'Islam (ou de l'immigration, ou de l'insécurité...), et ne pas en parler.

Le paradoxe est que chacune de ces postures, en apparence symétriques, semblent s'appuyer sur le même gros bon sens : ces « problèmes » seraient le terreau de l'influence de l'extrême-droite, et lui abandonner ce terrain produirait ainsi les mêmes effets que le lui servir sur un plateau. C'est qu'elles ne sont symétriques qu'en apparence : en fait, qu'elles viennent de l'UMP ou de la « gauche républicaine », elles sont jumelles. Elles reposent toutes les deux sur l'assomption qu'il y a là un véritable problème « qui préoccupe (légitimement) les Français ».

Or, si problème il y a, c'est dans la montée de l'islamophobie, du racisme, et du délire sécuritaire. Et affronter ce problème, ce n'est pas « lancer un débat » dans les termes mêmes où

il est posé par sécuritaires, racistes et islamophobes de tout poil : c'est lutter pour l'égalité de toutes et de tous, contre toute forme de discrimination, et pour le droit à l'éducation et au travail – à une éducation et à un travail libérés de l'emprise du capital.

La véritable question est moins celle du score électoral attendu de l'héritière Le Pen que celle de l'influence des idées et comportements national-racistes et de l'ordre sécuritaire dont le néolibéralisme – sous sa forme réactionnaire ou social-libérale – fournit une matrice épurée. Elle n'est pas de convaincre les électeurs et les électrices du Front national de voter pour des partis qui montreraient leur aptitude à être aussi racistes et policiers que leur candidate favorite, mais de récuser l'idée même que la solution des problèmes de la vie quotidienne des gens se trouverait dans l'exclusion, la discrimination et la répression.

Le problème des « idées du Front national » est qu'elles sont partagées bien au-delà des rangs de son électorat – et même bien au-delà de la droite. La solution de ce problème n'est pas dans la reprise de ces « idées » de Claude Guéant à Manuel Valls, de l'UMP au Parti socialiste, dans le but de récupérer tel quel un électorat conquis par le racisme sécuritaire. Elle est dans la lutte intransigeante contre ce qui leur donne naissance : le complexe idéologique et social que nourrissent le néolibéralisme et la domination perpétuée du capital. Tout le reste fera naturellement « le jeu du Front national », avec lui ou sans lui.

● LAURENT LÉVY



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux grîottes.
contact.cerises@gmail.com

SERGE GOLDBERG N'EST PLUS

A sa compagne, ses fils, sa famille nous voulons dire notre émotion, notre amitié.

Serge a partagé nos engagements, nos questionnements et nos espoirs. Profondément attaché à donner vie concrètement à ses idées, Serge Goldberg s'est impliqué dans les combats du MRAP, il a fortement contribué au développement de la vie associative culturelle locale. Convaincu que l'intelligence critique est un outil d'émancipation individuelle et collective, il avait fondé le Salon du livre des droits de l'homme à Saintes.

Nous regretterons l'homme et le militant.

Le collectif d'animation de l'ACU.



Une floraison prometteuse

Pour un communisme de nouvelle génération

Pierre Goldberg

Edition Médiris, 2011

ISBN : 2-912859-08-2

La phrase de Marx « l'émancipation des travailleurs ne pourra être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes » sert de fil rouge à ce livre de Pierre Goldberg. L'ancien maire et député de Montluçon, figure du PCF en Auvergne, y traite de ses décennies de militantisme acharné, jusqu'à sa « bifurcation » récente (sa décision de quitter le PCF, en 2010, pour un « nouveau départ »). Sa vision critique est en nuances et paradoxes : à la fois, le PCF a « dégage son horizon », « donné du sens » à sa vie, considérablement pesé dans la vie nationale au bénéfice des travailleurs, en même temps que sa politique couvrait des erreurs, des fautes et des crimes. Pierre Goldberg exprime comment, en dépit de prises de consciences successives sur ses loupés et ses insuffisances, et sous le dogme du discours consistant à assimiler efficacité et soutien à la direction du parti, il a longtemps été, comme beaucoup, « dans la ligne ». On soulignera au passage la relative rareté des témoignages d'anciens dirigeants évoquant, au-delà de leur itinéraire politique, les ressorts d'une telle implication personnelle.

Pierre Goldberg a ainsi été un militant et un élu fidèle, intéressé mais distant par rapport au courant fondateur. Lorsqu'il se mettait à « poser des questions », c'était alors uniquement « à l'intérieur du parti ». Les phases se sont ainsi succédées où il a investi les avancées positives (lors de la mutation de Robert Hue, des Régionales de 2004, de la campagne contre le TCE en 2005...), tout en constatant chaque fois que la transformation du parti annoncée n'avait pas lieu. Sont ensuite venues les déconvenues de 2007 puis les plus récentes autour des élections régionales (le Front de gauche est passé sous la table dans son département, l'Allier ; Patrick Braouezec a été écarté de la tête de liste en Ile-de-France)... qui ont fini par lui faire considérer, sans nul jugement concernant ceux qui espèrent encore, que le PCF « n'a plus de perspective ». Il participe aujourd'hui à l'Association des communistes unitaires et à la FASE.

Cependant, le cœur du livre concerne la « clarification exigeante » du mot communisme, qu'il considère comme décisif pour l'avenir du combat pour l'émancipation. Il s'engage aux côtés

de ceux qui plaident pour à la fois maintenir le mot et travailler des ruptures : « un communisme de nouvelle génération ne sera possible qu'à condition qu'il sache tenir compte des modalités nouvelles de l'engagement politique et qu'il participe à débarrasser les modèles politiques dominants des défauts délégataires du vieux système partisan ; à condition d'affirmer et de démontrer dans les faits que le communisme est compatible avec la recherche de droits si divers des nouvelles générations, droits à la fois individuels et collectifs et ce dans tous les domaines ; à condition de repenser les rapports de l'individu et du collectif, de l'individualité autonome et de la solidarité universelle ; à condition de cesser de confondre l'égalité et la ressemblance ; à condition de ne plus confondre différence et divergence ; à condition de repenser les ressorts d'une démocratie d'implication pleine et entière des citoyens en lieu et place d'une démocratie de représentation et de délégation ; à condition qu'il sache travailler à la recombinaison des champs sociaux et politiques, en évitant tout autant les confusions et plus encore les séparations ; à conditions que les communistes renoncent à cette vieille habitude – certes ils ne sont pas les seuls – qui consiste à se voir comme le centre de l'initiative sociale et de la révolution. L'utilité du communisme n'implique pas la prétention à être un guide. Les partis politiques n'ont pas le monopole de l'expression politique et doivent être convaincus que les mouvements sont autant producteurs de politique que les partis ». Face à l'objection qu'il s'en remettrait au spontanéisme, Pierre Goldberg évoque la rupture avec l'idée que la cohérence ne pourrait être produite que par une direction.

L'auteur traite enfin du Front de gauche, du timide espoir qu'il soulève et de ses limites, qui ont précisément à voir avec la culture de dépossession des partis. Il plaide vigoureusement pour sa transformation, pour la participation de nouvelles forces, pour l'adhésion directe de ceux qui le souhaitent et leur inclusion dans les processus de décision.

Pour se procurer le livre (6,75 euros, port compris), adresser un chèque à P Goldberg, 24 rue George Sand 03100 Montluçon, un mail à pierregoldberg@hotmail.fr ou appeler 06 88 94 41 13.

Cerises est édité

par les CommunistesUnitaires

contact.cerises@gmail.fr

Noyau de cerises : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz,
Roger Martelli, Philippe Stierlin,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant